

Madame, Monsieur

Votre enfant n'aura pas classe jeudi 13 juin car nous serons en grève.

Depuis plus de trois mois, des mobilisations parents/enseignants ont lieu contre le projet de loi « École de la confiance ». Voté à l'Assemblée nationale en avril puis au Sénat en mai avec de nombreuses modifications, **ce texte doit maintenant passé le 13 juin en « Commission mixte paritaire »** (réunion de 14 députés et sénateurs pour harmoniser les deux textes).

La mobilisation reste à l'ordre du jour, car si le danger des EPLESF (fusion écoles-collège) semble écarté, d'autres articles de la loi ont été maintenus, amendés ou ajoutés, avec au final **un texte qui dessine un avenir inquiétant pour l'école et ses personnels :**

- liberté d'expression des enseignants limitée
- introduction d'un statut hiérarchique pour la direction d'école
- formation continue sur les vacances, pas forcément rémunérée
- maternelle dès 3 ans rendant obligatoire le financement des écoles maternelles privées par les communes
- création des établissements internationaux (EPLEI) regroupant école, collège et lycée avec un recrutement d'élèves sur profil : la bonne maîtrise d'une langue étrangère. Une école à 2 vitesses...
- suppression du CNESCO (Conseil national d'évaluation du système scolaire) créé en 2013 et chargé d'une évaluation indépendante. Il sera remplacé par un système d'évaluation à la main du ministère.
- suppression totale ou partielle des allocations familiales aux familles d'enfants absentéistes (mesure inefficace et stigmatisante)
- interdiction aux mères d'élèves voilées d'accompagner les sorties scolaires. Sous couvert de laïcité, cela compliquera encore un peu plus le travail des équipes enseignantes et privilégiera l'exclusion à l'inclusion par l'École.

A tout cela s'ajoute une série d'injonctions pédagogiques inquiétantes renforcées par la circulaire de rentrée 2019 du ministre, ainsi qu'un contexte de dysfonctionnements dans le mouvement d'affectation des personnels.

Nous comptons sur votre compréhension et sur votre soutien.

Madame, Monsieur

Votre enfant n'aura pas classe jeudi 13 juin car nous serons en grève.

Depuis plus de trois mois, des mobilisations parents/enseignants ont lieu contre le projet de loi « École de la confiance ». Voté à l'Assemblée nationale en avril puis au Sénat en mai avec de nombreuses modifications, **ce texte doit maintenant passé le 13 juin en « Commission mixte paritaire »** (réunion de 14 députés et sénateurs pour harmoniser les deux textes).

La mobilisation reste à l'ordre du jour, car si le danger des EPLESF (fusion écoles-collège) semble écarté, d'autres articles de la loi ont été maintenus, amendés ou ajoutés, avec au final **un texte qui dessine un avenir inquiétant pour l'école et ses personnels :**

- liberté d'expression des enseignants limitée
- introduction d'un statut hiérarchique pour la direction d'école
- formation continue sur les vacances, pas forcément rémunérée
- maternelle dès 3 ans rendant obligatoire le financement des écoles maternelles privées par les communes
- création des établissements internationaux (EPLEI) regroupant école, collège et lycée avec un recrutement d'élèves sur profil : la bonne maîtrise d'une langue étrangère. Une école à 2 vitesses...
- suppression du CNESCO (Conseil national d'évaluation du système scolaire) créé en 2013 et chargé d'une évaluation indépendante. Il sera remplacé par un système d'évaluation à la main du ministère.
- suppression totale ou partielle des allocations familiales aux familles d'enfants absentéistes (mesure inefficace et stigmatisante)
- interdiction aux mères d'élèves voilées d'accompagner les sorties scolaires. Sous couvert de laïcité, cela compliquera encore un peu plus le travail des équipes enseignantes et privilégiera l'exclusion à l'inclusion par l'École.

A tout cela s'ajoute une série d'injonctions pédagogiques inquiétantes renforcées par la circulaire de rentrée 2019 du ministre, ainsi qu'un contexte de dysfonctionnements dans le mouvement d'affectation des personnels.

Nous comptons sur votre compréhension et sur votre soutien.